

COMMUNIQUÉ

« Faire converger les États Généraux de l'industrie et le grand emprunt pour que le pays se donne la stratégie et les moyens d'une nouvelle politique pour l'industrie » déclare Yvon Jacob, Président du Groupe des Fédérations Industrielles (GFI).

Lors d'un point presse tenu le 2 décembre 2009 à Paris, **Yvon Jacob**, Président du Groupe des Fédérations Industrielles (GFI), **Bernard Chambon**, Président de l'Union des Industries Chimiques (UIC) et **Frédéric Saint-Geours**, Président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM) ont présenté les premières conclusions des travaux qu'ils animent dans le cadre des États Généraux de l'Industrie (EGI).

Yvon Jacob qui préside le groupe de travail (GT) « Compétitivité et croissance verte » souligne que la première étape des travaux est pratiquement terminée : « J'ai trouvé l'état d'esprit des participants tout à fait remarquable, qu'il s'agisse des acteurs sociaux - fédérations professionnelles et organisations syndicales - et des experts indépendants. Un large consensus s'est dégagé pour dresser un état des lieux préoccupant sur la compétitivité de l'industrie française par rapport à ses grands concurrents de l'Union Européenne ».

Président du groupe de travail « Biens intermédiaires, biens d'équipement et industries de l'environnement », **Bernard Chambon** se réjouit que le GT ait établi un état des lieux et une série d'enjeux consensuels. Soulignant l'impact fort des dispositions réglementaires (Union européenne et France) sur les industries concernées, Bernard Chambon conclut : « Il faut transformer l'approche réglementaire actuelle qui est bureaucratique et déconnectée des réalités économiques. Cette approche doit devenir réaliste grâce aux études d'impact, tenir compte des trois volets du développement durable et devenir dynamique en constituant un levier d'influence sur les normes internationales ».

Frédéric Saint-Geours qui préside le groupe de travail « Matériels de transport » indique : « Nous analysons la demande mondiale et en évaluons les facteurs de dynamisme tout autant que les risques qui peuvent contraindre le développement de la demande des clients et la production des matériels de transport au plan français et européen. Nous avons clairement identifié la nécessité d'une politique d'innovation forte, par filières de transport, avec les moyens financiers nécessaires pour la mettre en œuvre ».

Contact presse :

Solange Stricker / Christina Bel
Solange Stricker & Associés
Tél : 01 40 71 06 97
Fax : 01 40 71 07 28

Contact GFI :

Thierry Noblot
Tél : 01 47 17 60 06
Fax : 01 47 17 60 80

Une fois les diagnostics établis dans les dix GT nationaux et les conclusions qui viendront des ateliers qui se réunissent simultanément dans les 22 régions sous l'autorité du Préfet, le Comité National des EGI et les GT vont entamer la deuxième phase des travaux, l'étape essentielle des EGI. Il s'agira en effet d'établir les propositions d'actions stratégiques et politiques pour que l'industrie française tire le meilleur parti de la demande mondiale.

A cet égard, Y. Jacob, B. Chambon et F. Saint-Geours conviennent que cette nouvelle politique pour l'industrie doit être l'affaire de tous, acteurs privés et acteurs publics. Or, ils constatent que lors de la première étape, le Ministère de l'Industrie se retrouve bien seul, tant au plan du Comité National que des GT. « Il nous paraît indispensable que d'autres Ministres et ministères, s'impliquent dans les réflexions et propositions. A défaut, nous ne ferons qu'une partie du chemin. C'est une réelle préoccupation à ce stade ».

Enfin, une nécessaire convergence entre les propositions finales des EGI et les décisions concernant le grand emprunt doit être établie. « C'est une des conditions requises à la réussite des EGI et à la mise en œuvre d'une nouvelle politique pour l'industrie dont nous ressentons tous le besoin et l'impérieuse nécessité » concluent Y. Jacob, B. Chambon et F. Saint-Geours.
